

Partie Actions citoyennes

Par Eric MEUNIER

Publié le 01/10/2000

GeneWatch a révélé que Monsanto faisait délibérément pression sur les décideurs politiques et les experts des Comités Scientifiques internationaux afin qu'ils acceptent les biotechnologies. Dans le journal interne de Monsanto, il est fait mention d'activités pour influencer les lois nationales dans les pays suivants : Japon, Bulgarie, Thaïlande, Mexico, Brésil, Corée, Etats-Unis et Union Européenne.

— - Communiqué de GenWatch, 6 septembre 2000 www.genewatch.org/News/MonsRpt.htm

Suite à une accusation lancée par deux journalistes, le 18 août, la cour de l'Etat de Californie a condamné la société FOX pour falsification volontaire d'informations concernant l'hormone bovine de croissance.

— - <http://www.foxBGHsuit.com>

Procès de Foix : Quatre militants anti-OGM de l'Ariège ont été condamnés à 8 000 F d'amende chacun, assorties de sursis, pour la destruction d'une parcelle de colza transgénique (cf. Inf 'OGM n°12). Ils devront aussi verser le franc symbolique de dommages et intérêts au Cetiom.

— - Midi Libre, 4 octobre 2000

Japon : Plusieurs associations de consommateurs, regroupées au sein de "Non GMO Campaign", ont pris une position très critique vis-à-vis des dossiers d'autorisation des OGM tels qu'ils sont demandés et évalués par le ministère de la Santé. Si les dossiers sont disponibles à la consultation, toute reproduction, même partielle, en est interdite. Cependant, "Non GMO campaign" a recopié une partie du dossier déposé par Monsanto en 1996 pour un soja résistant aux herbicides et après l'avoir évalué, en a conclu que la méthode d'expérimentation soumise par Monsanto était peu crédible.

— - Bulletin Sécurité Alimentaire n°20, 22 septembre 2000

Inde : De nombreux paysans, réunis à Bangalore pour le "Tribunal des semences", ont exprimé leurs inquiétudes face aux brevets et l'industrialisation de l'agriculture. Le tribunal a délivré 13 recommandations. "Le secteur public de la production de semences, qui est en train d'être démantelé, doit être renforcé et se concentrer sur la recherche, le développement et la participation des agriculteurs", ont-ils déclaré. Ils ont aussi demandé que le gouvernement mette en place un moratoire de dix ans sur les OGM.

— - AFP, 26 septembre 2000

Thaïlande : Des agriculteurs du Nord-est ont porté plainte contre Monsanto au nom de la perte de la biodiversité que l'introduction du coton transgénique va entraîner. Si le gouvernement réalise des expérimentations d'OGM, il n'a encore donné aucune autorisation à but commercial. --- AFP, 15 septembre 2000 et le Temps, 6 octobre 2000

400 paysans, originaires de la région qui produit le célèbre riz au jasmin thaï, protestent, soutenus par l'association des consommateurs, contre l'introduction du riz transgénique "riz-jasmin 105", craignant qu'il ne les prive des variétés locales. Ce riz est le fruit d'une coopération entre le gouvernement thaïlandais et Iltab, un laboratoire de San Diego (E.U.). "La propriété de ce riz génétiquement modifié est incertaine. Si nous voulons le développer commercialement, nous devrions probablement racheter le gène", estime un responsable du projet.

— - AgriSalon, 13 septembre 2000

Québec : Le nouveau Réseau québécois contre les OGM, né officiellement le 12 septembre a, comme première action, demandé au ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation d'expliquer au public pourquoi il "vient de prendre des positions dignes de Monsanto" dans une brochure publique. En effet, la brochure incriminée décrit les "aliments nouveaux" comme capable "de prévenir et de guérir des maladies, ou à aider le corps à récupérer", en plus de pouvoir "mieux se conserver ou être produits de façon plus écologique". Le réseau lance une pétition qui demande au Parlement fédéral d'interdire les OGM et d'allouer les fonds publics à des recherches critiques envers les OGM et sur des "méthodes agricoles qui respectent l'intégrité des humains, de toutes les espèces animales et végétales ainsi que nos écosystèmes".

— - www.multimania.com/rqcogm/

Asie : "La Longue Marche pour la biodiversité", qui a traversé la Thaïlande du 6 au 17 septembre, s'est terminée par une déclaration publique qui demande au gouvernement américain et aux firmes de biotechnologies d'arrêter leur pression sur les gouvernements et les médias ; aux gouvernements asiatiques de s'opposer aux accords sur les droits de propriété intellectuelle et aux Nations-Unies de définir des règles pour qu'un Etat puisse attaquer en justice une firme qui brevetterait illicitement des ressources biologiques. Par ailleurs, les associations ont décidé de s'échanger des informations pour être plus pertinentes et plus efficaces dans la confrontation avec les décideurs politiques, d'entreprendre des actions diverses pour arrêter les essais d'OGM, de travailler à la protection et à l'amélioration des variétés locales, de promouvoir une agriculture durable et d'établir des réseaux entre les producteurs et les consommateurs.

— - 17 Septembre 2000 Biothai : biothai@pacific.net.th et fax : +66 2 952 83 12

Pétition :

La pétition du collectif Citoyen Internet OGM Danger (www.multimania.com/ogm) "Appel pour un moratoire sur les OGM" avait été déposée à la Commission des Pétitions du Parlement Européen le 7 août 1999 sous le n° 589/99. Elle vient d'être qualifiée de "recevable" et sera transmise à la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la politique des consommateurs du Parlement Européen. Pendant ce temps elle a obtenu près de 6000 signatures.

Une pétition internationale pour un moratoire sur les OGM (en portugais, anglais, espagnol et français) signée majoritairement par des parlementaires (dont 82 membres du Parlement Européen), mais aussi par des associations de la société civile sera remise prochainement à Jacques Diouf, directeur de la FAO. La campagne est relayée en France par Ecoropa (www.ecoropa.org).

Une pétition a été lancée par des agriculteurs en culture biologique et sera adressée à Mme Voynet et à M. Glavany le 15 décembre. Elle demande l'arrêt immédiat de toutes les cultures transgéniques, de tous les essais en champs et de toute forme de brevetage du vivant. --- Collectif

Danger OGM, Tel : +33 (0)5 63 95 84 61

Adresse de cet article : https://infogm.org/article_journal/partie-actions-citoyennes-9/